

ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ À KINSHASA (ASSK)

Le projet, en bref

Budget total: \$19 844 048

Durée: 5 ans (2018 – 2023)

Donateur: Affaires mondiales Canada (\$19 550 786)

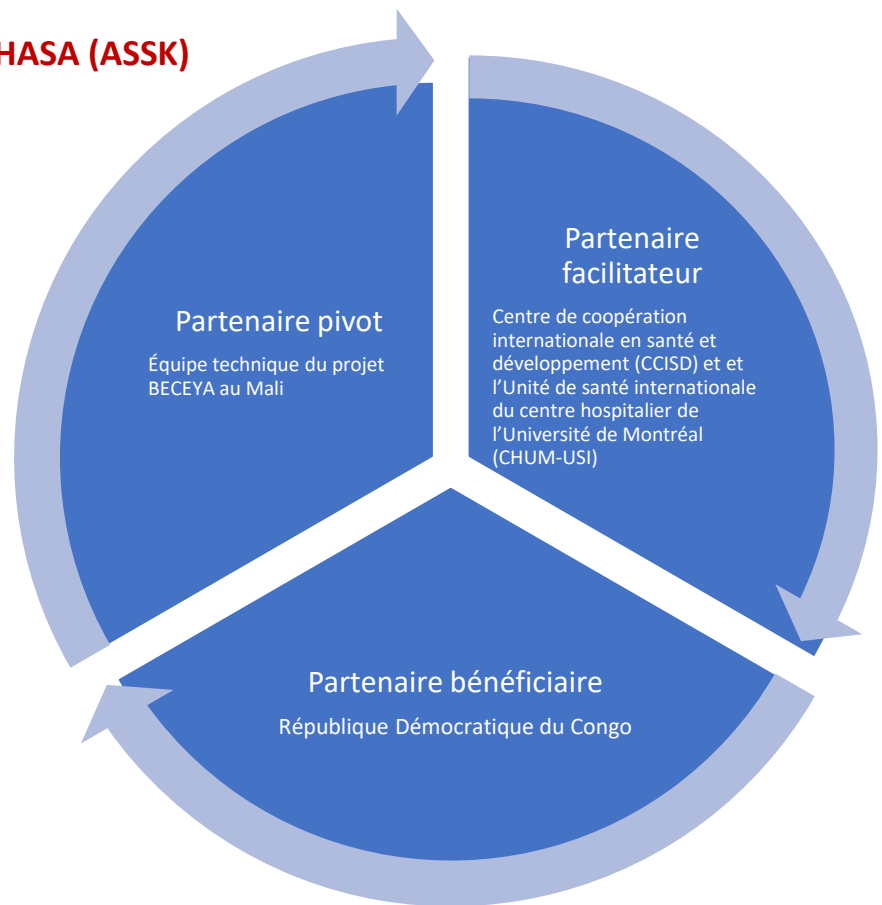
Pivot : Équipe technique du projet BECEYA au Mali

Facilitateur: Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et l'Unité de santé internationale du centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM-USI) (total de \$293 262)

Pays bénéficiaire: République Démocratique du Congo

Autres partenaires de mise en œuvre: Ministère de la santé publique (MSP) et Ville Province de Kinshasa

Secteur: Santé sexuelle et reproductive



OBJECTIF

Le projet ASSK poursuit un résultat ultime, soit celui d'améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents vivant dans sept zones de santé de la province de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC). D'une durée prévue de cinq ans (2018-2023), il vise l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des services de santé, notamment des services de santé sexuelle et reproductive (SSR), ainsi que l'accroissement de l'utilisation de ces services par les femmes, les enfants et les adolescents.

Sous sa première composante, le projet ASSK se distingue notamment par une vision globale de la qualité des services de SSR visant, à la fois, à renforcer les capacités des prestataires de soins qui les dispensent, les pratiques de gestion et de supervision qui en assurent la qualité ainsi que l'environnement dans lequel ils sont offerts. C'est dans ce contexte que l'initiative consacre une part de ses activités à l'amélioration des pratiques d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux en milieu de soins. Le projet mise également sur une approche fondée sur les droits des femmes et des filles pour entre autres contribuer à accroître l'intégration des aspects genre dans la gestion des services de santé.

PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet ASSK est mis en œuvre par un consortium canadien composé du Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et de l'Unité de santé internationale du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM-USI), avec la collaboration du ministère de la Santé publique de la province de Kinshasa et ses différents organes décentralisés. S'appuyant sur les leçons tirées d'une précédente initiative réalisée en RDC (PASSKIN, 2012-2017), le consortium était bien conscient des nombreux défis à relever en matière d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux dans les structures de santé congolaises. Afin d'y pallier, le CCISD a proposé de capitaliser son expertise acquise au Mali dans le cadre du projet BECEYA (2015-2020), une initiative d'envergure réalisée au Mali dans le domaine de l'eau-hygiène-assainissement en milieu de soins. Le CCISD a ainsi pris contact avec l'équipe malienne pour discuter d'une possibilité de collaboration, afin d'adapter un des grands succès du projet BECEYA au contexte de la RDC, c'est-à-dire la conception et la construction d'incinérateurs haute performance.

À cet effet, l'équipe du projet ASSK s'est rendue au Mali dans le cadre d'un voyage d'études pour s'inspirer des guides et spécifications techniques élaborés par le Ministère de la Santé et des Affaires sociales du Mali avec l'appui du projet BECEYA et comprendre le processus de production de briques locales de qualité résistantes à de hautes températures. Comme réalisé au Mali, l'équipe du projet ASSK a dès son retour entamé des analyses en laboratoire pour identifier des briques adéquates. Ainsi, sur la base des leçons apprises du projet BECEYA, deux incinérateurs seront construits au cours des prochains mois à titre pilote, suscitant un vif intérêt des partenaires étatiques (provincial et national) du projet ASSK. Les incinérateurs seront de deux tailles différentes : le premier équivalent à ce qui a été construit au Mali et un deuxième modèle, plus petit, afin de répondre davantage aux besoins de petites structures de santé congolaises. Si les deux modèles ont succès d'autres seront construits éventuellement.

ACTIVITÉS CLÉS

Les activités du projet ASSK s'articulent autour d'un vaste éventail de thématiques, incluant :

- Renforcement des capacités des prestataires des structures de santé appuyées et des équipes-cadres en matière de gestion des ressources.
- Construction et/ou réhabilitation d'infrastructures dans les hôpitaux généraux de référence des zones de santé et les centres de santé.
- Promotion de la SSR et de ses droits connexes dans la communauté.
- Amélioration de l'accès financier et géographique aux services de santé ainsi qu'accès aux contraceptifs aux structures de soins.
- Recherche et innovation pour une amélioration continue des services de SSR utilisés par les femmes et les adolescentes.

En matière d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux en milieu de soins, les activités spécifiques du projet comprennent notamment :

- Le renforcement des capacités des prestataires de soins et du personnel d'entretien sous forme de coaching.
- La dotation d'équipement et d'infrastructures de gestion des déchets (ex.: incinérateurs).
- L'appui à l'élaboration de plans de gestion des déchets biomédicaux dans le but de développer de bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de ces déchets.

RÉSULTATS À DATE

En date du 31 décembre 2019, le projet ASSK avait permis d'atteindre les résultats suivants :

- Résistance de briques validée en laboratoire pour la construction d'incinérateur.
- Construction d'un incinérateur pilote sur la base du modèle malien en cours.
- Formation et fourniture d'équipement pour prestataires et personnel d'entretien (24 hommes/19 femmes) de trois centres de santé.
- Sept équipes-cadres des zones de santé accompagnées pour l'élaboration de leur plan d'action opérationnel annuel (2018 et 2019) intégrant la dimension genre.
- Deux recherches opérationnelles réalisées en matière de qualité des services de santé adaptés aux jeunes et aux adolescents et en soins obstétricaux néonataux d'urgence.
- 50 personnes (36 hommes/14 femmes) formées à la prise en charge des infections sexuellement transmissibles (IST), incluant une période de stage permettant la prise en charge gratuite de 616 cas d'IST.
- 203 personnes (139 hommes/64 femmes) formées pour la sensibilisation en matière de santé des jeunes et adolescents (relais communautaires, pairs éducateurs, leaders sociaux, prestataires de soins, enseignants et préfets).

APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Modalité rentable:** La coopération triangulaire est considérée très rentable étant donné les coûts minimes pour un déplacement d'une équipe du Mali vers la RDC et vice-versa, en comparaison au coût de voyage d'une équipe canadienne vers la RDC et le Mali, pour entreprendre des échanges et formations. De plus, l'obtention de visa est plus facile pour les Maliens et Congolais.
- **L'importance d'une présence physique:** La possibilité d'avoir des experts en personne, grâce à la coopération triangulaire, permet un réel transfert d'expertise de proximité et permet des échanges complémentaires plus fréquents. Des liens se sont d'ailleurs tissés très facilement entre les membres des équipes malienne et congolaise qui partagent plusieurs réalités communes, ainsi que des expériences et expertises similaires. L'équipe congolaise était enthousiaste d'apprendre et, quelques mois plus tard, les personnes impliquées se consultent au besoin.
- **Échange d'expertise:** L'équipe congolaise a profité de son passage au Mali pour échanger au sujet des différentes leçons apprises dans le cadre des projets réalisés au Mali; un échange dans le sens contraire, c'est-à-dire une délégation malienne venant visiter les résultats en RDC pourrait permettre d'optimiser le partage et de tirer davantage de leçons.

RÉFÉRENCES

Centre de coopération internationale en santé et développement. (s.d.). *Projets Actuels*. Récupéré sur Centre de coopération internationale en santé et développement: <http://www.ccisd.org/fr/projets-actuels/>

Entretien avec personnel Centre de coopération internationale en santé et développement, janvier 2020.

Government of Canada. (s.d.). *Profil de projet - Accès aux services de santé pour les femmes et les filles à Kinshasa*. Récupéré sur Government of Canada: <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003761001?Lang=fra>

ASSOCIATION DES INSTITUTIONS INTÉGRÉES DE FINANCE DE PROXIMITÉ (PROXFIN)

Le projet, en bref

Budget actuel total: environ \$250 000/année

Durée: 2006 - présent

Donateur: Affaires mondiales Canada (\$250 000 à 300 000, entre 2006 et 2015)

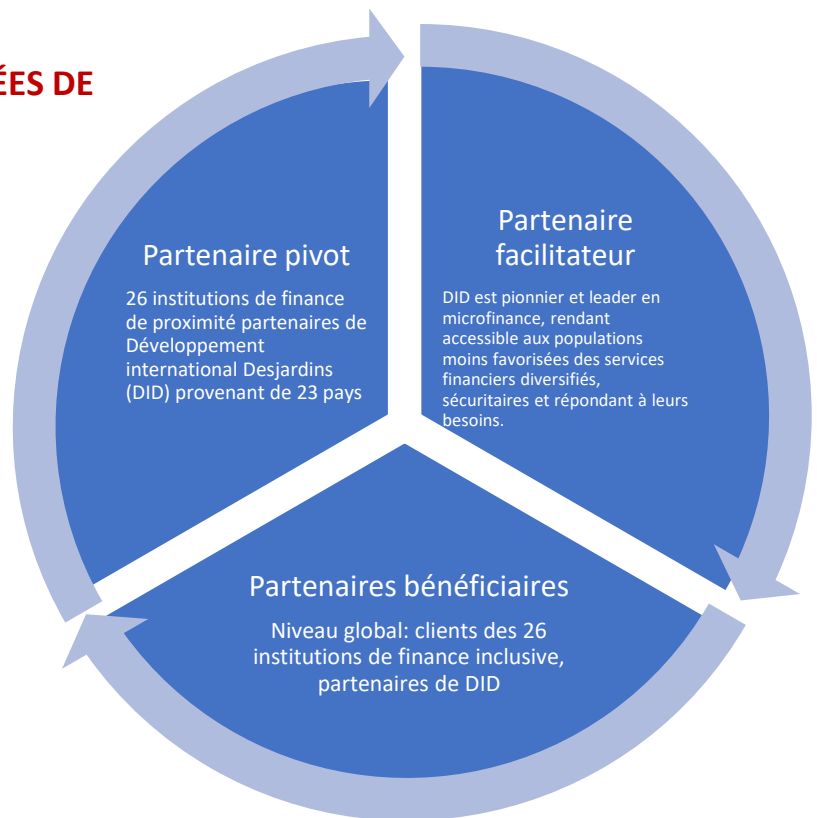
Pivot: 26 institutions de finance provenant de 23 pays

Facilitateur: Développement international Desjardins (DID)

Pays bénéficiaire(s): clientèle des 26 institutions membres

Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre: Aucuns

Secteur: Finance



OBJECTIF

L'évolution du contexte financier mondial amène de nouveaux besoins qui nécessitent un éventail de réponses de plus en plus adaptées et sophistiquées. Compte tenu des changements rapides, Développement international Desjardins (DID) et ses partenaires se sont réunis avec un intérêt marqué pour un projet de réseautage, qui permettrait de mettre en commun les connaissances et l'expérience de chacun. Les discussions ont fait ressortir plusieurs objectifs communs :

- La reconnaissance et l'évolution d'un modèle commun (la majorité des partenaires de DID étant des institutions coopératives intégrées en réseaux fédérés) qui est souvent mal compris sur la scène internationale (besoin de mettre en place des actions de lobbying auprès des décideurs);
- le renforcement des capacités, et le partage d'expériences et d'outils concrets;
- la modernisation de leurs institutions ainsi que les défis, d'ordre technologique ou autre, qu'ils devront relever pour améliorer et développer leur offre de services.

Le produit final est l'Association des institutions intégrées de finance de proximité: Proxfin. Proxfin est un réseau international de réflexion et d'échange qui réunit des institutions de finance de proximité partenaires de DID provenant de tous les coins du monde. Ce réseau a pour but de favoriser la communication entre ces institutions, qui partagent le même modèle de performance et les mêmes valeurs, de même que de faire progresser les bonnes pratiques en matière de finance de proximité. Chaque année, ces institutions mesurent et partagent leurs principaux indicateurs de performance financière et sociale.

PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

L'association regroupe plus de [vingt-six \(26\) institutions financières](#) (réseaux fédérés de coopératives et institutions privées de services financiers intégrés) dédiées à la finance de proximité, dont la performance tant financière que sociale tend à rencontrer les standards de qualité généralement reconnus dans le secteur. La coopération sud-sud et nord-sud est à la base de Proxfin.

L'association a pour but de faciliter et favoriser le partage d'expérience entre les pays du sud et DID. Les bénéficiaires sont les membres clients des 26 membres partenaires de Proxfin.

Entre 2006 et 2015, Proxfin fut co-financé par Affaires mondiales Canada (AMC) - l'objectif de ce qui était alors un projet était d'éventuellement devenir une association financièrement autonome, d'ici 2025. Proxfin a donc pendant plusieurs années bénéficié d'un appui technique financé par AMC, tandis qu'aujourd'hui ses membres l'autofinancent à près de 75% et DID (conjointement avec son institution mère, le Mouvement Desjardins) finance les 25% restant.

ACTIVITÉS CLÉS

- Activités organisées par Proxfin depuis sa création (certaines n'ont plus cours aujourd'hui):
 - Échanges entre institutions partenaires.
 - Évaluations externes (ratings) et diagnostic des pratiques de protection des clients.
 - Production et diffusion de bulletins d'information et d'échange.
 - Animation d'un site Internet public et d'un portail interne réservé aux membres.
 - Organisation et promotion d'un Programme de partenaires exceptionnels visant à reconnaître l'engagement exceptionnel de certains membres de Proxfin).

- Inclusion de représentants de Proxfin à des communautés de pratiques.
- De plus, Proxfin tient chaque année un séminaire technique durant lequel des représentants de toutes les institutions financières membres se regroupent pour discuter d'une thématique liée à la finance inclusive. Une année sur deux, ces séminaires se tiennent au Québec et sont organisés par DID. En octobre 2019, le Centre financier aux entrepreneurs de Tunisie (CFE) a reçu les autres membres de Proxfin. Ce séminaire comportait des visites des bureaux du CFE, incluant une présentation de leurs activités et fonctionnement. La thématique de ce séminaire était celle des "services d'accompagnement aux entrepreneurs."
 - Les thématiques abordées au cours des années ont inclus la gestion des risques, la performance sociale, la crise financière de 2008, la sécurité alimentaire, le financement de l'habitat, le financement aux entrepreneurs, la gouvernance, le financement agricole et rural, la finance numérique et les services d'accompagnement aux entrepreneurs (Tunisie).

RÉSULTATS À DATE

- L'esprit du partenariat s'appuie sur le principe que l'expertise se développe dans l'expérimentation et s'enrichit dans le partage. L'engagement réciproque et la mise en réseau d'une somme d'expertises et d'expériences se font donc dans le but commun de tisser des liens plus serrés entre DID et ses partenaires, de développer davantage les compétences des acteurs du réseau et d'en assurer la pérennité.
- Grâce à Proxfin, une gamme de réalisations telles que des produits d'assurance, des cartes de débit et de crédit, un bureau de vérificateurs indépendants, un service transactionnel mobile ont pu être partagées en vue d'être répliquées.
- Au fil des ans, Proxfin a mis fin à plusieurs des activités mentionnées plus haut de manière à pouvoir concentrer les efforts et les ressources sur l'organisation du séminaire annuel, qui a généré le plus d'intérêt et le plus haut taux de participation de la part des membres. La possibilité de se rencontrer en personne et d'assister à des conférences et discussions de haut niveau, animées par des experts de Desjardins, de DID et des institutions membres de Proxfin, encourage la participation des membres malgré leurs agendas chargés et contribue le plus concrètement et efficacement au renforcement de leurs capacités, ce qui est le principal objectif de l'Association.
- Malgré l'autonomie croissante de Proxfin, DID reste au cœur du réseau. Les partenaires comptent sur DID et désirent rester informés de l'évolution de DID et de son institution mère, le Mouvement Desjardins et de leurs bonnes pratiques.

APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Contact humain:** L'un des défis associés à Proxfin est l'animation d'échanges de manière virtuelle. L'animation d'un réseau comme celui-ci à distance peut bel et bien stimuler de la discussion, mais l'absence de contact humain rend le tout difficile et à la fois moins fructueux que ne le serait une session en personne. La présence physique, en conséquence, est un grand facteur de succès du séminaire annuel.
- **Intérêts partagés:** Un succès permis par la coopération triangulaire du projet a été de construire le réseau sur des bases communes, c'est-à-dire de s'assurer que les membres partagent les mêmes modèles de fonctionnement, valeurs et vision de développement – les membres se reconnaissaient ainsi les uns dans les autres et un intérêt pour le partage a été exprimé dès le début. Malgré que le membership de Proxfin soit limité, ceci a permis des discussions ouvertes et dynamiques et a rendu le tissage de liens entre membres facile, car l'intérêt est réciproque.
 - Les membres Proxfin partagent tous l'objectif d'inclure le plus d'individus possible. Les discussions, innovations et bonnes pratiques sont axées sur le fait de ne laisser personne de côté tout en préservant la rentabilité et la viabilité des institutions financières.
- **Expansion du réseau:** Puisque le réseau se repose désormais sur des bases solides et qu'un climat de confiance s'est établi entre les membres, DID considère la possibilité d'élargir les rangs du membership pour enrichir et stimuler des échanges plus diversifiés dans l'avenir.

RÉFÉRENCES

- Développement international Desjardins. (2006, août). Association des institutions intégrées de finance de proximité, Proxfin.
- Développement international Desjardins. (2018, décembre 12). *Les membres de Proxfin se donnent rendez-vous en Tunisie en 2019*. Récupéré sur Développement international Desjardins: <https://www.did.qc.ca/nouvelles/les-membres-proxfin-donnent-rendez-vous-225/>
- Développement international Desjardins. (2019). *Rapport annuel 2018 - Développement international Desjardins*.
- Développement international Desjardins. (s.d.). *Proxfin: Nos partenaires*. Récupéré sur Développement international Desjardins: <https://www.did.qc.ca/nos-partenaires/>
- Entretien avec personnel Développement international Desjardins, décembre 2019.

E-Joussour: Réseautage pour les droits des femmes et la démocratisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Le projet, en bref

Budget total: Environ €1 079 000 (Commission européenne et Fonds francophone des inforoutes)

Durée: 6 ans (2008– 2014)

Donateurs: Affaires mondiales Canada et Commission européenne Fonds francophone des inforoutes (FFI)

Pivotal: Forum des Alternatives Maroc (FMAS) (Maroc)

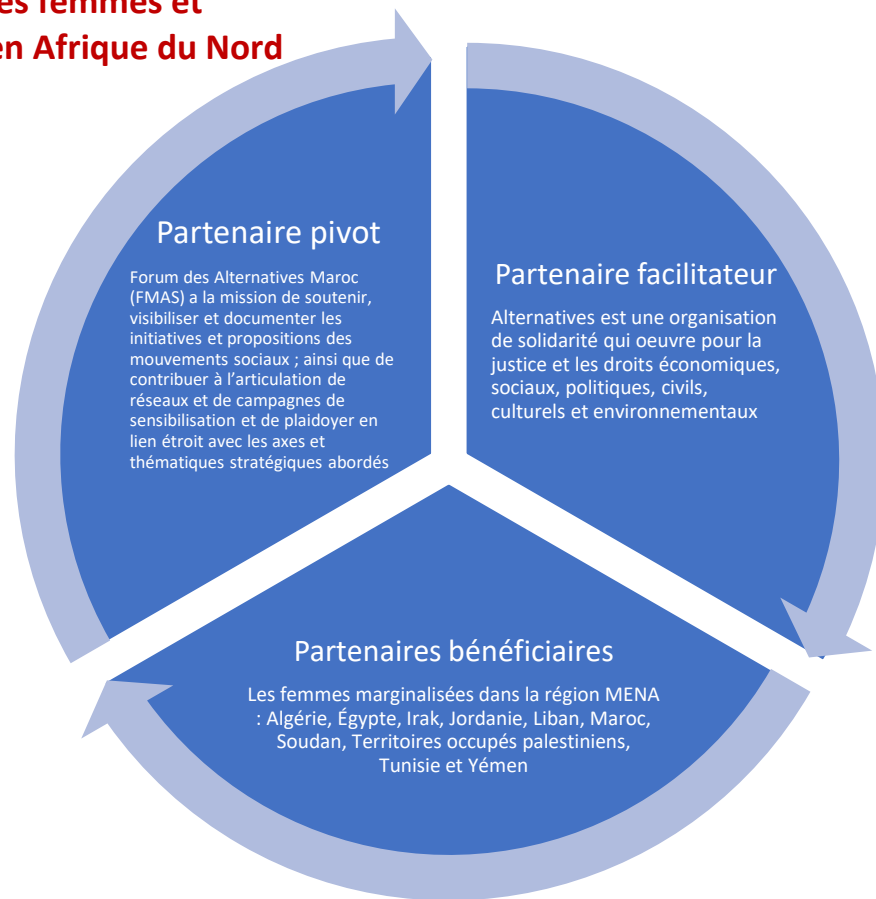
Facilitateurs: Alternatives (Canada), Amorcés (France)

Pays bénéficiaires: Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Soudan, Territoires occupés palestiniens, Tunisie et Yémen

Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre: Al-Shehab Foundation for Comprehensive Development (Égypte), Teacher Creativity Centre (TCC) (Palestine), Iraqi Democratic Future Network (IDFN), Égalité et Parité (Tunisie)

Partenaires associés: Alternative Initiative Network (Liban), Jordanian Women Union (Jordanie), Thawra N'Fadhma N'Soumer (Algérie)

Secteurs: Droits, dignité et justice sociale, femme et filles, discrimination du genre



OBJECTIF

Fondé en 2007 avec l'objectif de relier les organisations de la société civile (OSC) dans le monde arabe, E-Joussour a été particulièrement efficace dans la promotion du dialogue et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Une première phase a mis au profit les technologies de l'information et de la communication (TIC) et divers instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme pour atteindre des étapes et résultats chiffrables. Suite à cette première phase réussie avec l'appui de fonds européens et francophones, la deuxième phase du projet visait à accroître la participation politique et la représentation des femmes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), avec la collaboration d'un consortium d'organisations européennes, canadiennes, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. À la fois « passerelle médiatique » en ligne pour la société civile et véhicule de communication transfrontalière et d'action collective, publié en 3 langues (français, anglais et arabe), E-Joussour joue un rôle clé dans l'exploration du potentiel démocratique d'Internet pour promouvoir les droits de la personne, le développement durable, les valeurs démocratiques et les libertés fondamentales dans la région MENA.

Les objectifs spécifiques du projet étaient les suivants:

- Renforcer le rôle et la représentation des organisations féminines de la région MENA à l'appui de la démocratie, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans la région;
- Améliorer la compréhension du public des concepts de genre, de l'égalité et des droits des femmes, grâce à une meilleure analyse de genre sur les violations des droits de l'homme et les conflits dans la région MENA, et;
- Renforcer la coopération entre les groupes de femmes, les décideurs locaux, les politiciens des pays de la région MENA, grâce à une plus grande utilisation des TIC et des activités de dialogue Sud-Sud et Nord-Sud.

Le projet ciblera 60 organisations de femmes dans la région MENA– ce qui représente plus de 2000 participantes d'Algérie, d'Égypte, d'Irak, de Jordanie, du Liban, du Maroc, du Soudan, des Territoires occupés palestiniens, de la Tunisie et du Yémen. Au courant du projet, E-Joussour tentera d'atteindre un public d'environ 1,4 million de lecteurs mensuels dans la région et à l'étranger.

PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Les partenaires d'Alternatives sont tous membres du réseau E-Joussour et collaborent de manière bilatérale et multilatérale. Le Forum des Alternatives Maroc (FMAS), l'organisation marocaine initiatrice du projet E-joussour (partenaire pivot), a contribué à la planification stratégique, à l'élaboration des outils, à la mise en place des moyens humains et matériels du projet, à la mise en œuvre des activités de formation, au niveau de thématiques et techniques, de réflexion et de plaidoyer prévues au Maroc, au suivi et à l'évaluation ainsi qu'aux activités de pérennisation du projet.

Le projet a ciblé plus de 60 OSC et réseaux basés dans la région MENA qui travaillent dans la progression des droits de la femme sur le plan social, économique, politique et culturel, représentant directement quelque 200 employés et bénévoles. Parmi les autres bénéficiaires figurent 2 000 membres actifs au sein d'organisations, de réseaux et de syndicats s'occupant de problèmes liés aux femmes. Ces groupes et individus seront directement ciblés par le biais d'ateliers nationaux et régionaux de renforcement des capacités, de réunions, de forums et d'activités de plaidoyer sur les droits des femmes. Un comité régional, composé de huit représentants de pays (dont au moins la moitié de moins de 30 ans) coordonne ce travail.

Le choix de conduire des actions à la fois à l'échelle de la région et dans chacun des pays des partenaires procède d'une justification principale : l'analyse de la situation des femmes dans la région MENA conclut à une unité de condition, de difficultés et de défis, par-delà la dissemblance des trajectoires historiques et nationales et locales.

ACTIVITÉS CLÉS

- Une série de publications a été développée: un plan stratégique régional, un guide de formation au plaidoyer, des lignes directrices pour des fonds des petits projets, un livret de projets de recherche-action, et un guide de formation en arabe.
- Formations et développement des capacités: des réunions du Comité Femmes et Genre, des stages de trois mois pour les jeunes femmes dirigeantes, et des séminaires régionaux de renforcement des capacités.
- Mise en disposition de deux cycles du fonds de projets de petites subventions à partir desquels les membres peuvent accroître leur accès aux TIC.
- Fourniture d'infrastructures matérielles telles que des ordinateurs portables et installations Internet requises.
- Mise en place d'un comité éditorial régional féminin en ligne dans le cadre d'E-Joussour.

RÉSULTATS À DATE

- Environ 350 femmes et hommes des pays ciblés ont accru leurs compétences et leurs connaissances en matière de droits de la personne, de plaidoyer, de gestion et de TIC.
- Quelque 3000 femmes ont accru leur compréhension autour de diverses questions liées à l'égalité des genres.
- Les organisations membres d'E-Joussour ciblées par le projet ont renforcé leur membership et leur influence dans leur pays. Ils ont augmenté leur capacité de réseautage et la coopération avec d'autres acteurs locaux, régionaux et internationaux.
- L'action collective des organisations de la société civile visant à traiter plus efficacement le déficit d'égalité de genre dans la région a été renforcée.

APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Partenariat équitable:** Un partenariat solidaire est où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes dans la région.
- **Expériences communes:** Confrontés à des situations de violence et de discrimination similaires, les partenaires impliqués disposent tous d'expériences de valeur. La mutualisation de connaissances et d'expériences, et une emphase mise sur les capacités, l'information, la formation et le développement des compétences, renforcent l'analyse sexospécifique et aident à diffuser des informations sur les droits des femmes aux niveaux national, régional et international.
- **Réduction de coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne. Dans le contexte de ce projet, les formations offertes par des personnes-ressources de la région ne nécessitaient pas de traduction.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés. Les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertise locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.
- **Mise en valeur des approches régionales:** En renforçant et en reliant les OSC à travers la région MENA, l'action favorisera de manière efficace le dialogue et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud dans la promotion des droits des femmes, en particulier dans le contexte de la région.

RÉFÉRENCES

Document fourni par personnel Alternatives, Janvier 2020.
Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.

Formation, communications, participation : pour la défense des droits des femmes et des jeunes, travailleurs et travailleuses de l'Amérique centrale

Le projet, en bref

Budget total: \$815 000

Durée: 5 ans (2010–2015)

Donateur: Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) (\$ 550 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Eusko Langileen Alkartasuna (ELA) (total de \$ 205 000)

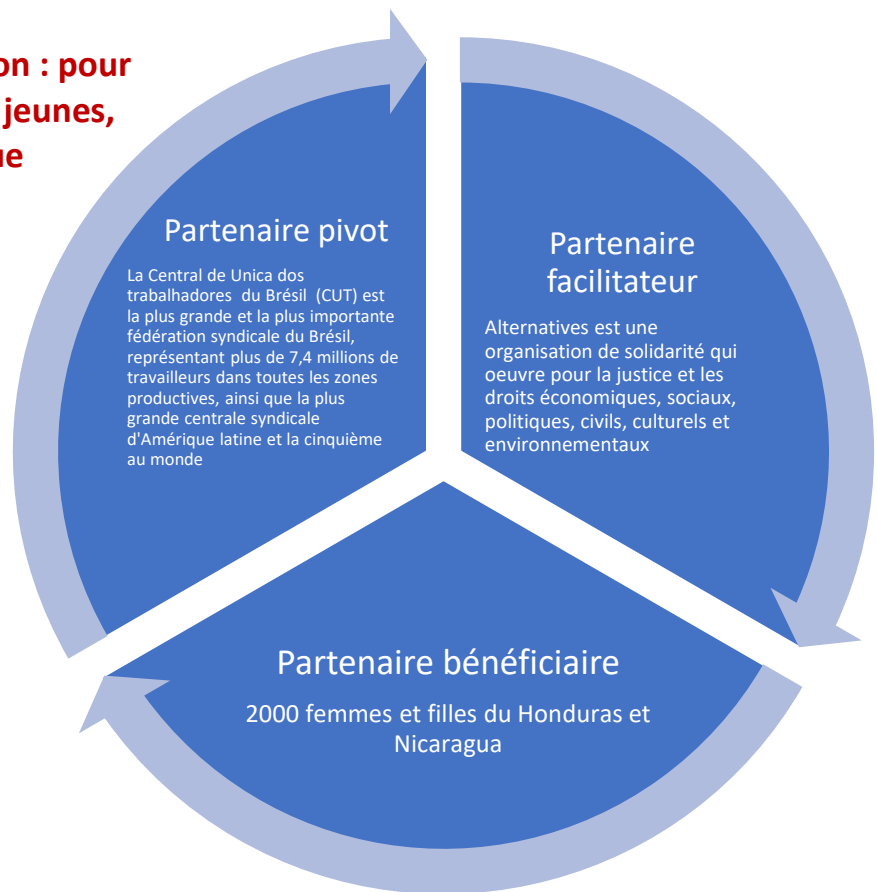
Pivot: La Central de Unica dos trabalhadores du Brésil (CUT)

Facilitateur: Alternatives (\$ 60 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) (contribution de \$180 000)

Pays bénéficiaires: Honduras et Nicaragua

Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre: CUTH, ELA, CSA et CSN¹

Secteurs: Droits, dignité et justice sociale, autonomisation des femmes et jeunes



OBJECTIF

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes travailleurs et travailleuses, notamment leurs conditions de travail dans l'industrie des *maquiladoras* du secteur textile du Honduras et du Nicaragua. En s'appuyant sur le succès et les enseignements tirés de la première phase du projet (2010-2013), le nouveau projet visera à

- améliorer les capacités organisationnelles des centrales syndicales et la représentativité des femmes et des jeunes dans ces organisations
- augmenter le rayonnement des femmes et des jeunes pour permettre d'influer sur les politiques publiques au sein des instances décisionnelles du pays afin d'établir un cadre légal et juridique protégeant leurs droits.

Alternatives et ses partenaires cherchent à augmenter la représentativité des centrales syndicales et encourager la participation des travailleuses et travailleurs dans le mouvement syndical pour remédier à la marginalisation et la stigmatisation de l'action syndicale dans la région. De manière indirecte, le projet bénéficiera quelques 250 000 travailleurs et travailleuses.

PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Alternatives, en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Central de Unica dos trabalhadores (CUT), la Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, syndicat basque) et la Centrale syndicale des Amériques (CSA) travaillent au renforcement des capacités de deux partenaires de la région, la Confederacion Unitaria de Trabajadores d'Honduras (CUTH) et la Central Sandinista de Trabajadores du Nicaragua (CST). La CUTH et la CST jouent un rôle-clé dans la mobilisation, la sensibilisation et l'éducation des travailleurs et des travailleuses des maquilas, surtout des jeunes femmes,

Alternatives est responsable de la gestion administrative du financement pour la mise en fonction du projet, de la révision et de la mise en forme des rapports narratifs et financiers pour le Programme québécois de développement international, de l'élaboration du plan de mise en œuvre et du suivi et de l'évaluation des activités par des missions de travail sur le terrain. Également, avec les autres partenaires, Alternatives participe à l'élaboration de tout document d'évaluation, de diffusion et de promotion du projet. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) participe à l'élaboration du programme de formation, et fait le suivi et l'évaluation des activités nécessaires à travers des missions sur le terrain. La CUT participe dans la mise en place des outils de communication tels que le matériel éducatif et tout aspect lié au site Internet. Grâce à leur expertise au niveau de la formation syndicale, la CSA participe aux activités de plaidoyer auprès des autorités locales afin d'appuyer les formations et la ELA participe aux activités de formation ayant trait aux droits des femmes et la formation de jeunes. Au Honduras et au Nicaragua, respectivement, la CUTH et la

¹ Confederacion Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH, Honduras), Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, Espagne), Centrale syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) et Confédération de syndicats nationaux (CSN, Québec)

CST sont responsables d'encadrer toutes les activités et de faciliter la mise en œuvre du projet, fournir les emplacements des activités et organiser les lieux de rassemblement pour les réunions, formations et animations. Elles gèrent également la gestion administrative et financière des sommes transférées sur le terrain, le rapportage administratif et financier et les rapports narratifs. Les liens de solidarité créés à l'échelle de la région avec différents partenaires syndicaux, les populations autochtones, les groupes environnementaux et les groupes de femmes favoriseront le partage d'expériences, élargiront les réseaux de soutien au projet et renforceront le plaidoyer international contre le féminicide.

ACTIVITÉS CLÉS

- Recrutement et formation de 100 membres des deux centrales syndicales (50% de femmes; 50% de jeunes âgés de moins de 35 ans) dans les techniques radiophoniques (animation, documentation, réalisation et montage d'émissions radiophoniques).
- Recrutement et formation de 100 jeunes (50/pays) dans les techniques de communication (TIC); production de pages web, et utilisation des réseaux sociaux pour 200 jeunes.
- Réalisation de campagnes annuelles de sensibilisation dans chaque pays portant sur la violence faites aux femmes dans les milieux du travail, les droits des jeunes et les conventions et les normes minimales de l'Organisation internationale du travail.
- Publication de documents sur les droits des travailleurs et des travailleuses dans les maquiladoras en Amérique centrale.
- Réalisation de séminaires internationaux sur la situation des femmes dans les pays ciblés (en appui au travail de plaidoyer).

RÉSULTATS À DATE

- Le projet a tenu compte des objectifs de développement durable en visant l'amélioration des conditions de vie d'un secteur de la population motrice du développement social, les travailleurs et travailleuses, des deux pays.
- Le projet a promu l'équité sociale et la solidarité à travers le développement de politiques publiques qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, notamment des femmes et des jeunes filles.
- Des activités pratiques de sensibilisation aux enjeux actuels sur l'environnement, notamment le changement climatique, ont lieu pour promouvoir des pratiques quotidiennes qui favorisent la protection de l'environnement/gestion de déchets, utilisation responsable de l'eau et de l'énergie électrique.
- Le projet a permis d'introduire au Nicaragua, une nouvelle loi garantissant le salaire minimum à toutes les femmes travailleuses des maquilas; ceci a entraîné une hausse salariale moyenne de 20 % pour les travailleuses nicaraguayennes.
- Le projet et son travail de plaidoyer ont poussé le gouvernement hondurien à signer un protocole sur le travail décent et un projet de loi contre la violence faite aux femmes.

APERÇUS ET LEÇONS APPRISSES

- **Partenariats équitables:** Central à la coopération triangulaire, un partenariat solidaire où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction, et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. La coopération triangulaire en tant que modalité permet de mettre en commun l'égalité des genres dans le contexte de l'Amérique du Sud, ainsi que l'emphase sur le renforcement de mouvements féministes.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés; les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertise locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Établissement de relations en vue d'une action collective:** En favorisant des échanges et une mise en commun de savoir-faire, la coopération triangulaire a ouvert de nouveaux horizons de travail et a enrichi les connaissances et expertise dans différents secteurs d'intervention, donnant lieu à de nouvelles pistes d'action et a augmenté les occasions d'action collective.
- **Meilleurs résultats:** L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes. À travers la coopération triangulaire, Alternatives a choisi de soutenir une organisation féministe solidaire internationale, CUT, et de créer des alliances avec des mouvements et des associations féminines partout en Amérique du Sud.
- **Réduction des coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne; CUT a pu augmenter son niveau de crédibilité dans le secteur, ainsi que démontrer que son expertise est digne d'attention.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.

RÉFÉRENCES

Alternatives. (2020). *Alternatives Projet*. Récupéré sur Autonomisation des femmes et des filles du secteur informel au Honduras: <https://www.alternatives.ca/projet/autonomisation-des-femmes-et-des-filles-du-secteur-informel-au-honduras/>

Document fourni par personnel Alternatives, janvier 2020.

Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.

Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador

Le projet, en bref

Budget total: \$600 000

Durée: 4 ans (2015–2019)

Donateur: Ministère de relations internationales et de la Francophonie (MRIF)

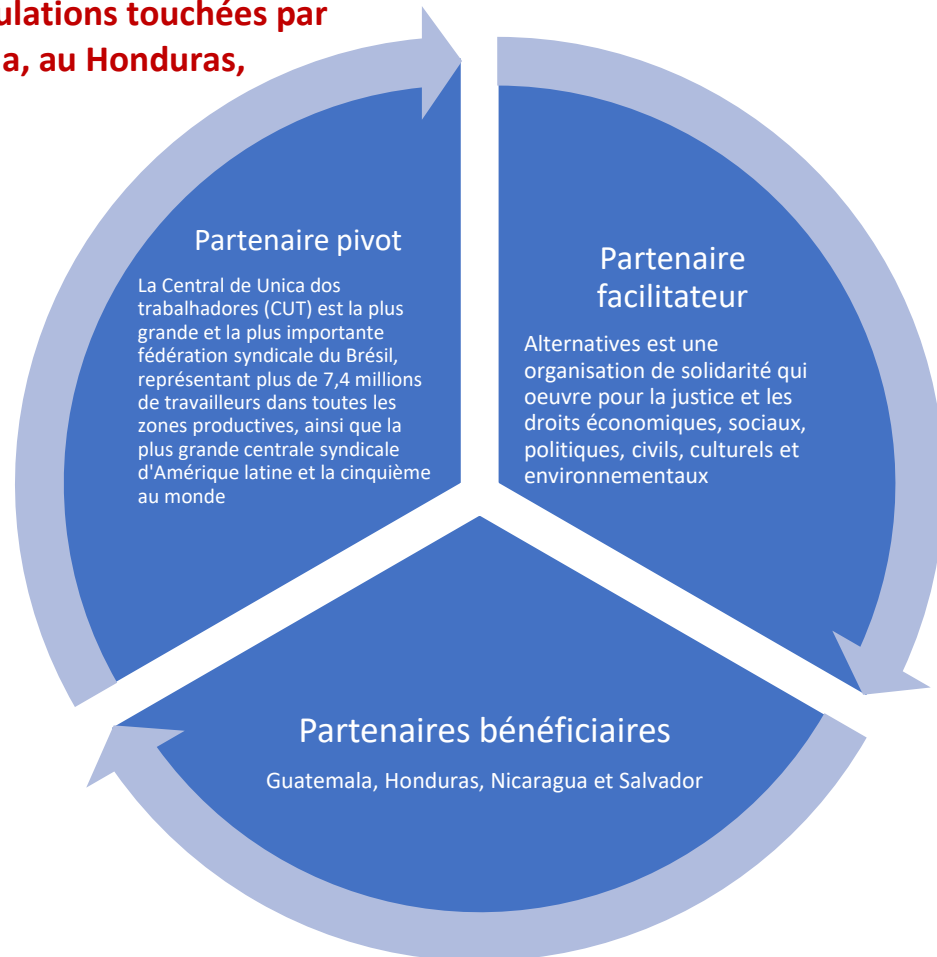
Pivot: Central de Unica dos trabalhadores (CUT), Brésil (US \$20 000)

Facilitateur: Alternatives (\$20 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) (\$180 000), Unifor (\$10 000)

Pays bénéficiaires: Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador

Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre: Madre Selva (Guatemala), CEICOM (Salvador), CUTH (Honduras), CST (Nicaragua), ELA (Espagne), et CSA²

Secteurs: Droits, dignité et justice sociale



OBJECTIF

« Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador » est un projet de deux ans qui cherche à :

- améliorer le plaidoyer pour les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations touchées par les industries extractives, ainsi qu'à
- renforcer leur souveraineté dans la gestion et la protection des ressources naturelles et du développement de leurs communautés.

Lors de la première phase du projet (2014-2016), le projet a misé sur le renforcement des outils d'éducation et de mobilisation de la société civile et a favorisé la création de mécanismes régionaux pour faciliter la mise en commun d'expériences, de connaissances et de pratiques. Cette phase a permis de tisser des liens pour les trois partenaires locaux, Madre Selva (Guatemala), la CST (Nicaragua) et le CEICOM (Salvador), ainsi que la mise en place des processus de collaboration. Durant la deuxième phase (2016-2019) la consolidation et pérennisation des résultats ont pris lieu à travers un redoublement d'efforts pour mettre en place et renforcer des mécanismes pour protéger les femmes militantes pour les droits humains et la protection de l'environnement.

PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Depuis 2009, Alternatives, en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN, Québec), le syndicat canadien Unifor, la Central de Unica dos trabalhadores (CUT/Brésil), la Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, syndicat basque), et la Centrale syndicale des Amériques (CSA) travaillent au renforcement des capacités de partenaires de la région: Madre Selva (Guatemala), Centro de Investigacion sobre Inversion y Comercio (CEICOM) (Salvador), la Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH) et la Central Sandinista de Trabajadores du Nicaragua (CST), afin d'améliorer le cadre juridique du droit du travail et de défendre les droits socioéconomiques, culturels et environnementaux des populations marginalisées. Les liens de solidarité créés à l'échelle de la région avec différents partenaires syndicaux, les populations autochtones, les groupes environnementaux et les groupes de femmes favoriseront le partage d'expériences, élargiront les réseaux de soutien au projet et renforceront le plaidoyer international contre le féminicide.

ACTIVITÉS CLÉS

² Madre Selva (Guatemala), Centro de Investigacion sobre Inversion y comercio (CEICOM) (Salvador), Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH) (Honduras), Central Sandinista de Trabajadores (CST) (Nicaragua), Eusko Langileen Alkartasuna (ELA) (Espagne), et Centrale syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA).

- Activités de formation en communication et plaidoyer.
- Mise sur pied de fonds locaux pour des petites initiatives pour les défenseurs des droits humains.
- Campagnes de sensibilisation sur l'impact de l'extractivisme pour les populations locales.
- Réalisation des consultations auprès des communautés affectées par l'industrie extractive.

RÉSULTATS À DATE

- 135 personnes formées en techniques vidéo et en technologies de l'information et communication et au moins 300 personnes formées en techniques de plaidoyer.
- Trois conférences ont été organisées et réalisées dans trois des quatre pays ciblés: Nicaragua, Honduras et Guatemala.
- Des consultations ont eu lieu dans les pays ciblés:
 - Guatemala: trois consultations sur l'industrie extractive;
 - Salvador: une consultation sur les eaux transfrontalières;
 - Honduras: de nombreuses rencontres de consultation avec la communauté; et
 - Nicaragua: deux activités de mobilisation pour sensibiliser les autorités locales.
- Une recommandation commune élaborée et présentée aux différentes autorités (parlement et gouvernement) dans chacun des pays, qui propose un accord régional sur la protection de l'eau transfrontalière.

APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Coopération triangulaire en ligne avec une approche féministe:** Un partenariat solidaire est où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction, et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes. À travers cette modalité, Alternatives a choisi de soutenir une organisation féministe solidaire internationale, CUT, et de créer des alliances avec des mouvements et des associations de femmes partout en Amérique du Sud. La coopération triangulaire permet également de mettre en commun l'égalité des genres dans le contexte de l'Amérique du sud, ainsi que l'emphase sur le renforcement de mouvements féministes.
- **Mise en valeur d'expertise variée:** En favorisant des échanges et une mise en commun de savoir-faire, l'approche d'Alternatives a ouvert de nouveaux horizons de travail et a enrichi ses connaissances et expertises dans différents secteurs d'intervention. Au fil des années et des initiatives, cette méthode de travailler a donné lieu à de nouvelles pistes d'action et a augmenté les occasions d'action collective.
- **Réductions de coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne; CUT a pu augmenter son niveau de crédibilité dans le secteur, ainsi que démontrer que son expertise est digne d'attention.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés; les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertise locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.

RÉFÉRENCES

Alternatives. (2020). *Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador*. Retrieved from Alternatives Projet archivé: <https://www.alternatives.ca/projet/renforcer-lautonomisation-des-populations-touchees-par-les-activites-extractives-au-guatemala-au-honduras-au-nicaragua-et-au-salvador/>

Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.